



HAL
open science

L’“ heure zéro ” (Stunde Null) entre mythe et réalité dans la société et la culture : éléments d’introduction

Sibylle Goepper, Dana Martin

► To cite this version:

Sibylle Goepper, Dana Martin. L’“ heure zéro ” (Stunde Null) entre mythe et réalité dans la société et la culture : éléments d’introduction. Allemagne d’aujourd’hui : revue française d’information sur l’Allemagne, 2018, N° 224 (224), pp.70-80. 10.3917/all.224.0070 . hal-02488010

HAL Id: hal-02488010

<https://hal.science/hal-02488010v1>

Submitted on 30 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'« heure zéro » (*Stunde Null*) entre mythe et réalité dans la société et la culture : éléments d'introduction

Sibylle Goepper, Dana Martin

Dans *Allemagne d'aujourd'hui* 2018/2 (N° 224), pages 70 à 80

1945-1949

État des lieux

Dans l'ouvrage *Berlins Stunde Null 1945* qui, en 1979, rassemble des photos d'époque commentées par différents auteurs, Rolf Italiaander met l'accent sur la faculté qu'a eu la ville de Berlin à renaître de ses cendres : « Dans de telles circonstances », dit-il, « la capacité de Berlin à préserver et réinventer son caractère de ville internationale, son dynamisme et son attractivité est tout à fait admirable. » [\[1\]](#)

Bien que s'ouvrant sur ce constat positif, l'ouvrage confronte dans un premier temps le lecteur à des photographies – d'autant plus précieuses qu'elles sont très rares – permettant de mesurer le degré de destruction de l'ancienne capitale du Reich à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les 29 attaques aériennes subies depuis 1943, devenues quotidiennes à partir de février 1945, ont transformé la ville et son patrimoine en un vaste champ de ruines, qui donnera naissance à des expressions transmises par l'Histoire : « quartier de ruines » (*Ruinenviertel*), « champ de ruines » (*Trümmerfeld*) ou encore « femmes des décombres » (*Trümmerfrauen*), ces citoyennes chargées de déblayer le pays afin de le reconstruire et à la gloire desquelles un monument sera érigé dans le parc de Hasenheide à Neukölln en 1955 [\[2\]](#). On assistera même à la naissance d'un courant littéraire spécifique : la *Trümmerliteratur* (« littérature des ruines »), sur lequel nous reviendrons plus loin.

La réalité du 8 mai 1945, ce sont 500 000 logements détruits à Berlin, entre 25 et 50 % sur l'ensemble du territoire allemand, dont les villes les plus importantes, Cologne, Düsseldorf, Francfort, Hanovre, sont inhabitables à plus de 70 % [\[3\]](#). Administrations, zones industrielles et marchandes sont également dévastées. Plus encore que les dégâts matériels, ce sont les pertes humaines qui, naturellement, ne concernent pas uniquement l'Allemagne et les Allemands, qui donnent le vertige : on compte 55 millions de morts, parmi lesquels 6 millions de juifs. 4 millions de soldats allemands sont tombés (autant que de civils), 10 millions d'entre eux sont prisonniers, dont 2 à 3 en URSS, tandis que 1,3 million a disparu. Durant la guerre, la population de Berlin est passée de 4,3 à 2,8 millions d'habitants. Avec l'arrivée, de mai 1945 à août 1946, de 450 000 rapatriés (*Heimkehrer*), dont 123 000 s'y établiront définitivement, la capitale va toutefois changer de physionomie. Aux rapatriés s'ajouteront bientôt les réfugiés (*Flüchtlinge und Vertriebene*) en transit depuis les territoires de l'Est. Ils sont 300 000 par jour à partir de l'été 1945, pour un total de 10 à 12 millions (les chiffres varient selon les sources) repartis sur l'ensemble du territoire [\[4\]](#).

Si l'annonce de la fin de la guerre a suscité dans un premier mouvement le soulagement et peut-être même la joie, la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne le 8 mai 1945 génère également l'incertitude et l'angoisse face à l'avenir parmi la population. On connaît la peur panique devant l'arrivée des troupes soviétiques après la capitulation du 2 mai 1945, qui sont associées dans l'imaginaire collectif à des phénomènes de pillages et de viols [\[5\]](#). Mais le

comportement à venir des troupes américaines, arrivées en juillet 1945, est également une inconnue. De manière générale, l'Allemagne est un peuple vaincu, privé de sa souveraineté, pris en charge et administré – la nouvelle est officielle dès 1945 – par les puissances étrangères victorieuses dans les différents secteurs de la ville.

Les mois qui suivent l'effondrement du Troisième Reich sont marqués par les difficultés d'approvisionnement en eau, gaz et électricité, ainsi que par l'absence de transports, de services postaux et d'infrastructures en état de fonctionnement. Afin d'assurer sa survie, la population, sévèrement rationnée, se livre au marché noir. Ainsi, nombreux sont les citoyens à partir à la campagne pour faire des stocks de vivres. Ces trajets sont passés à la postérité sous le nom de *Hamsterfahrten*. Parallèlement, les jardins ouvriers (*Schrebergärten*), hérités de la tradition prolétarienne des années 1920 et 1930, sont systématiquement déboisés et l'on y cultive tout ce qui est possible.

Pourtant, les premiers programmes culturels fleurissent dès l'été 1945, comme celui mis en place à Zehlendorf, en zone américaine, réunissant chœur, orchestre symphonique et proposant des lectures de textes de Thomas Mann. Dès septembre 1946, 13 quotidiens circulent dans les différentes zones d'occupation – sous strict contrôle allié. Parmi eux, on compte, par exemple, la *Neue Zeitung*, journal publié par les Américains à Munich, qui devient le principal organe de presse de l'immédiat après-guerre en accueillant dans ses colonnes de nombreux intellectuels et auteurs : Hans Habe, Stefan Heym, Erich Kästner, Ilse Aichinger, Theodor Plievier, Heinrich Böll, Wolfgang Borchert... [6].

La vie politique s'organise du côté occidental et du côté soviétique : l'Union chrétienne démocrate (*Christlich demokratische Union*, CDU) est fondée le 26 juin 1945, le Parti unique socialiste (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, SED) le 21 avril 1946. Dans la zone occidentale, les transports, gares, U- et S-Bahn sont peu à peu remis en circulation, tandis que des bâtiments s'élèvent à nouveau, reconstruits pierre par pierre. Bien que les évolutions positives soient plus lentes et moins nettes en zone soviétique dans la mesure où les démontages à destination de l'URSS ont commencé dès l'issue du conflit et où le système de production est réformé en profondeur, on assiste à partir de 1948 à une amélioration progressive des conditions d'approvisionnement [7].

Devant ces premiers « instantanés » de la situation régnant à Berlin en 1945, il convient de ne pas oublier que la *Stunde Null* y a sans doute été différente d'ailleurs, à la fois en raison du statut particulier de la ville sous la République de Weimar et de la présence des quatre puissances d'occupation. Le présent dossier se penche par conséquent aussi sur ce qui se passe dans d'autres régions d'Allemagne (**Isabelle Le Pape**, **Axelle Fariat**, **Élise Petit**), de même que dans l'autre pays germanophone qu'est l'Autriche (**Luca Lecis**, **Ingeborg Rabenstein-Michel**).

***Stunde Null* : une notion problématique**

Si la notion de *Stunde Null* fait spontanément songer au 8 mai 1945 et à la série d'images que nous venons d'évoquer, il faut aussi souligner d'emblée qu'elle est problématique. Le sous-titre de ce dossier « mythe et réalité » pose ainsi la question de la/des rupture(s) et/ou de la/des continuité(s) observables en 1945. Le terme de « mythe » suggère en outre, à dessein, l'idée d'une instrumentalisation du concept d'« heure zéro ». Car les interprétations qui consistent à infirmer ou confirmer la pertinence du concept se concurrencent et cette concurrence fait elle-même partie des stratégies et objectifs des différentes historiographies en présence.

Les éditeurs du recueil de textes littéraires *Die deutsche Null in der deutschen Literatur*, paru chez Reclam en 1995, ont certes renoncé à ponctuer le titre de leur ouvrage d'un point d'interrogation, mais ils n'en remarquent pas moins à propos de la fin de la guerre : « [Elle fut]

présentée *a posteriori* comme un instant idéal qui n'existait ni dans la réalité, ni dans l'esprit de ceux qui vivaient alors en Allemagne » [8], suggérant l'idée d'un décalage entre histoire vécue et histoire racontée. À cela s'ajoute que le terme n'est employé qu'à l'Ouest, puis après 1949 en République fédérale, car conformément à sa logique de démarcation face à la RFA, la RDA emploie son propre vocabulaire : on y parle de *Zeitenwende* (« changement d'époque »), de *Revolution* (« révolution »), de *Befreiung* (« libération ») ou encore de *Neubeginn* (« renouveau »). Il existe toutefois un point commun : dans les deux États, on reconstruit *a posteriori* le 8 Mai 1945 comme un moment positif et ce, en partie à des fins idéologiques. Il s'agit d'établir la légitimité des régimes mis en place par les Alliés auprès de populations relativement (à l'Ouest), voire massivement (à l'Est) réticentes. En effet, dans l'immédiat après-guerre, le sentiment de libération n'est pas celui qui prédomine parmi les habitants : le sentiment d'être privé de liberté et mis sous tutelle est bien plus fort. Ce n'est qu'avec le temps, une fois qu'il aura recouvré le droit à être le sujet de son propre destin, à s'autodéterminer (années 1950 en République fédérale) et à mener les débats nécessaires au sujet de sa propre histoire (fin des années 1960 dans les deux États, notamment par le biais de la littérature en RDA), que le peuple allemand, du moins à l'Ouest, se mettra lui aussi à voir dans le 8 mai 1945 une date positive.

D'emblée donc, dès la fin des années 1950, certains contestent l'idée d'« heure zéro ». Tout d'abord, dans la mesure où l'occupation des troupes alliées a débuté avant le 8 mai 1945 et que la guerre a continué jusqu'aux bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki en août 1945, on peut voir dans cette date une césure purement administrative. Un autre type d'arguments sert à réfuter l'idée de rupture. En septembre 1950, le journaliste et éditorialiste Walter Dirks publie dans les *Frankfurter Hefte* le pamphlet « Der restaurative Charakter der Epoche » (« Le caractère restaurateur de notre époque ») qui critique avec véhémence la nature conservatrice de la société ouest-allemande. Il est suivi dans cette direction par Eugen Kogon qui dénonce, toujours dans la même revue, les continuités insupportables qui tiennent lieu et place de renouveau libérateur [9]. Ces personnalités, plutôt situées à gauche de l'échiquier politique, critiquent l'accent mis sur la protection de la propriété à une époque où des réformes plus structurelles auraient permis de réformer le pays en profondeur, non pas de façon identique à ce qui se faisait à l'Est à la même époque, mais néanmoins dans un sens plus nettement socialiste que ce n'était le cas en République fédérale. La thèse d'une « restauration décrétée d'en haut » à l'Ouest faisant face à un « socialisme décrété d'en haut » à l'Est fait référence dans certains milieux jusque dans les années 1990 [10].

Continuités

L'idée de continuité(s) se nourrit en outre du constat qu'à l'Ouest, les élites d'hier (fonctionnaires, employés, représentants de la justice, du corps enseignant) sont souvent toujours en place. Certes, le renouvellement générationnel est en partie rendu impossible par le fait que de nombreux membres de la jeune génération sont tombés durant la guerre, mais cet état de fait contredit l'idée de dénazification et de rééducation prônée par les Alliés après-guerre.

Ainsi l'un des éléments de langage lié à la notion d'« heure zéro » est-il l'expression « faveur de l'« heure zéro » » (« *Gunst der Stunde Null* ») qui fait allusion à la possibilité qui fut accordée à la population, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, de ne pas être mise directement en cause dans les crimes commis par le régime national-socialiste. En effet, ce sont les principaux responsables nazis qui sont traduits devant le tribunal de Nuremberg en novembre 1945, tandis que les personnalités subalternes et les suiveurs sont rapidement rayés des listes des complices du régime. Si certaines procédures ultérieures mettront en cause différents fonctionnaires, force est de constater que les objectifs très ambitieux des premières années sont rapidement

abandonnés par les puissances occidentales. À ce propos, Rolf Steininger parle d'« enfant mort-né » (*Totgeburt*) et de « révolution sur le papier » [11]. Et si aux yeux d'Ilko-Sascha Kowalczyk, l'éloignement des anciens cadres des postes à responsabilité de la nouvelle RDA témoigne de ce qu'une *Stunde Null* a bel et bien eu lieu au niveau de l'État, il la réfute à l'échelle de la société [12]. Ce phénomène trouve sans nul doute son origine dans les impératifs liés à la Guerre froide qui priment à l'époque : à l'Ouest, il faut que l'Allemagne fédérale serve d'avant-poste face au bloc soviétique, d'où le traitement favorable réservé à la jeune République fédérale que l'on aide à se remettre sur pied économiquement, tandis qu'à l'Est, le gouvernement socialiste tente d'affirmer sa légitimité auprès de la population en la faisant figurer au nombre des « vainqueurs de l'Histoire ». Elle se trouve ainsi dédouanée de son examen de conscience.

Aujourd'hui pourtant, il est admis que la thèse de la restauration, aussi bien au plan historique que littéraire [13], doit être relativisée [14]. Notre interrogation dans ce dossier vise donc davantage à inciter à une réflexion critique et nuancée autour du concept de *Stunde Null* qu'à valider ou invalider purement et simplement l'idée de changement et de transformation dans les deux Allemagne après 1945. Ainsi **Martin Löhnig**, qui ouvre le dossier, privilégie-t-il la notion de *Sattelzeit* (« période charnière »), terme repris par **Laurence Guillon** dans son article sur la communauté juive.

Éléments de discontinuité en 1949

Dans l'ouvrage qu'il fait paraître en 2001, l'ancien président de la République fédérale Richard von Weizsäcker invalide l'idée de continuité entre l'avant et l'après Seconde Guerre mondiale, non pas tant en se référant à la capitulation du 8 mai 1945 qu'à la fondation des deux États allemands de 1949 qui mettra fin à l'unité allemande durant plus de quarante ans.

Il pointe par ailleurs plusieurs éléments de discontinuités entre la République de Weimar et de Bonn, parmi lesquels figure au premier plan le vote de la Loi fondamentale de 1949 (*Grundgesetz*). Cette dernière rompt avec les principes en vigueur jusqu'en 1933, entre autres en « médiatisant » la volonté du peuple et en accordant un rôle moins central au chef de l'État (*Staatsoberhaupt*). Ce que von Weizsäcker qualifie de « tournant démocratique » (« demokratische Wende ») est également initié par le poids accru des partis politiques et des chefs des Länder dans la nouvelle république [15]. Si l'on en croit von Weizsäcker, c'est la Loi fondamentale, qui se veut temporaire et affiche sa modestie en renonçant à s'appeler constitution, qui marque le véritable point zéro après l'effondrement du Reich, celui-là même à partir duquel les développements ultérieurs et positifs de la République fédérale purent avoir lieu.

Au nombre des succès enregistrés qui l'aideront à se transformer en une démocratie stable, on trouve la « reconstruction économique » (« wirtschaftlicher Aufbau ») et bientôt le « miracle économique » (*Wirtschaftswunder*) avec deux personnages-clé : Konrad Adenauer et Ludwig Erhard. On assiste à une démocratisation dans le secteur socio-économique avec le modèle de l'« économie sociale de marché » (*soziale Marktwirtschaft*), la création de la Confédération allemande des syndicats (*Deutscher Gewerkschaftsbund*), l'introduction dans les entreprises du système de la cogestion (*Mitbestimmung*) et de la loi qui y est associée (*Betriebsverfassungsgesetz*), autant de mesures et de modes de fonctionnement qui induisent un véritable renouveau dont von Weizsäcker qualifie les vertus de « durables » (« nachhaltig »). L'autre nouveauté, c'est l'intégration de l'Allemagne à la scène internationale, au sein du bloc occidental immédiatement au sortir de la guerre, puis, dès 1955, à l'Europe.

Les options prises en RDA dans le cadre du Pacte de Varsovie sont nettement moins « démocratiques », avec l'importation et l'application du jour au lendemain du modèle

socialiste : l'introduction de l'économie planifiée est synonyme de collectivisations et de nationalisations, tandis que sur le plan politique, on assiste à une prise en main autoritaire de la vie politique avec, en parallèle de la fondation du parti unique socialiste du SED, la création d'organisations de masse destinées à asseoir son monopole à la Chambre du Peuple (*Volkskammer*) [16].

Malgré des évolutions extrêmement différentes, l'histoire des deux républiques allemandes va être marquée par la césure de l'année 1968 qui, d'un État à l'autre, correspond à des phénomènes très différents : si pour l'une, cette date est synonyme de révolte de la jeune génération, elle marque pour l'autre le point culminant de la tentative de démocratisation du socialisme menée par les réformistes à l'intérieur de leur propre parti. Un point commun est néanmoins que les événements qui marquent les sociétés nationales s'inscrivent dans un mouvement international : celui de l'Ouest a des équivalents aux États-Unis et en France, tandis que les effets du Printemps de Prague se font sentir dans tout le bloc de l'Est.

1968/69

Les mutations de la société ouest-allemande

Lors de sa prise de fonction en 1969, Willy Brandt, premier chancelier issu du SPD, déclare : « Ce n'est pas la fin de notre démocratie, elle ne fait que commencer » (« Wir stehen nicht am Ende unserer Demokratie, wir fangen erst richtig an »). En prononçant ces paroles, il n'est pas loin de proclamer une nouvelle *Stunde Null* de la vie politique allemande. Or une fois encore, il convient d'interroger cette soi-disant remise à zéro des compteurs.

La présentation de Brandt correspond en partie à la logique de fronts, caractéristique d'une campagne électorale au cours de laquelle l'Allemagne de l'Ouest s'est clivée autour de la CDU et du SPD, la première cherchant à discréditer son adversaire en le comparant au SED est-allemand à l'aide du slogan « La liberté en place du socialisme » (« Freiheit statt Sozialismus »), et le second soulignant les aspects autoritaires et réactionnaires de l'Union au pouvoir. À cela s'ajoute la dénonciation de plus en plus régulière des déficits en matière de confrontation avec le passé nazi, favorisés par le retrait de nombreux Allemands de l'Ouest du domaine politique au bénéfice du terrain économique.

De nombreuses impulsions démocratiques se sont pourtant fait sentir tout au long la décennie 1960. La déclaration de Göttingen (*Göttinger Erklärung*) en 1957, le mémorandum de Tübingen (*Tübinger Memorandum*) en 1962, ainsi que le mémorandum Est de l'Église protestante (*Ostdenkschrift der Evangelischen Kirche*) en 1965 [17] prouvent que les courants de pensée alternatifs et les idées contradictoires gagnent du terrain. Par la suite, elles trouveront un prolongement dans les revendications des jeunes Allemands de l'Ouest qui, en exigeant de « changer la vie », enclencheront un processus de libéralisation en profondeur de la société. En impulsant un retour critique sur l'époque fasciste, en remettant en question l'autorité en général, cette jeunesse en rébellion favorisera une évolution durable des mentalités vers davantage d'ouverture et de démocratie.

Si donc les années charnières 1968/69 ne sont pas comparables à la rupture suggérée par la notion d'« heure zéro », elles constituent néanmoins une « mi-temps » (*Halbzeit*) décisive pour les évolutions ultérieures de l'État ouest-allemand.

Verrouillage et désillusion à l'Est

Alors que les dirigeants ouest-allemands ont longtemps considéré les intellectuels avec méfiance – le chancelier Ludwig Erhard n’a-t-il pas traité certaines personnalités du champ culturel de « roquets » (*Pinscher*) en 1965, faisant la preuve de la difficulté du pouvoir à supporter les voix critiques venues de sa gauche ? –, il n’en va pas du tout de même en RDA – du moins officiellement. Là, le couple « Esprit et pouvoir » (*Geist und Macht*) doit au contraire servir de base au renouveau de la société et de l’individu, tous deux libérés du capitalisme, du fascisme, du militarisme et de l’impérialisme ayant mené l’Europe et le monde au désastre. Or, comme souvent en RDA, tandis que l’association entre intellectuels et pouvoir se veut le résultat d’une relation librement consentie et équilibrée, la réalité est plus complexe et moins idéale. Très rapidement, on assiste à une mise sous tutelle de l’art, entre autres par le biais de la doctrine du réalisme socialiste. Si nombre d’artistes l’acceptent dans un premier temps au nom de l’« esprit partisan » (*Parteilichkeit*) qui caractérise les années de la fondation, ils cherchent bientôt à s’en émanciper. De même que les velléités d’opposition seront systématiquement réprimées sur le plan politique, le régime saura punir ces éléments déviants et dissidents. Aux césures politiques qui marquent toutes les sociétés du bloc socialiste et dont les répercussions se font logiquement sentir en Allemagne de l’Est (1953 : soulèvement de Berlin, 1956 : répression en Pologne et Hongrie, 1968 : écrasement du Printemps de Prague) s’ajoutent celles de 1965 (*Kahlschlag-Plenum* ou « Plénum de la table rase ») et de 1976 (*Ausbürgerung* (« déchéance de nationalité ») de Wolf Biermann) au sein du champ intellectuel et culturel.

25 Sans pouvoir faire figure d’« heure zéro » à proprement parler, l’échec politique du « socialisme à visage humain » (*Sozialismus mit menschlichem Antlitz*) de Tchécoslovaquie entraîne la fin de l’espérance réformiste de plusieurs générations de socialistes est-allemands.

Politique de détente et rapprochement Est/Ouest

Ces deux réalités antagonistes vont pourtant parvenir à coexister de manière plus pacifique que par le passé grâce à la politique de détente (*Ostpolitik*) initiée par le chancelier Brandt à partir de 1969. Le Traité de Moscou (*Moskauer Vertrag*), signé en août 1970, par lequel la République fédérale et l’URSS s’engagent, entre autres, à préserver la paix en Europe, est prolongé en décembre 1970 par le Traité de Varsovie, entérinant la reconnaissance de la ligne Oder-Neiße comme frontière occidentale de la Pologne. En mai 1973, le Traité fondamental (*Grundlagenvertrag*) ratifie la détente entre République fédérale et RDA, tandis que l’accord conclu lors de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (*KSZE*), entré en vigueur en 1974, sera à l’origine de la politique de dégel en Union soviétique à partir de 1985 et contribuera à faire émerger en RDA une opposition politique militant en faveur des droits des citoyens (*Bürgerbewegung*).

Parce qu’elle modifie en profondeur la politique extérieure de la République fédérale et sa façon d’aborder la division et les relations interallemandes, l’*Ostpolitik* possède le caractère d’une césure historique. Parce qu’elle rend la division plus supportable dans l’attente d’un règlement définitif de la « question allemande », cette série de mesures constitue à bien des égards le véritable renouveau dans le destin des deux Allemagnes.

1989-1990

Le tournant de 1989

Ledit règlement interviendra vingt ans plus tard. Faut-il dès lors considérer 1989, année lors de laquelle la chute du mur de Berlin va créer, à la surprise générale, les conditions nécessaires

afin que l'Allemagne retrouve son unité, comme une « heure zéro » ? Sans nul doute, une nouvelle ère s'ouvre alors, non seulement en Allemagne, mais également en Europe et dans le reste du monde. Pour désigner cet événement au retentissement international, le terme *Wende* (« tournant »), employé pour la première fois par Egon Krenz lors de sa prise de fonction à la tête du gouvernement est-allemand en octobre 1989, est entré dans le langage courant. Or on est frappé du nombre de ceux qu'il laisse dubitatifs : dans l'usage courant, *Wende* est volontiers remplacé par « 1989 », « les événements » (« die Ereignisse ») ou encore « révolution pacifique » (« friedliche Revolution »). Aucune de ces expressions n'est due au hasard. La dernière est par exemple utilisée par les militants des droits civiques désireux d'inscrire dans l'histoire leur action et celle des manifestants de l'automne 1989 qui défilèrent en scandant « Nous sommes le peuple » (« Wir sind das Volk »), juste avant que cela ne devienne « Nous sommes un peuple » (« Wir sind ein Volk ») ; à l'inverse, les détracteurs de l'idée de révolution privilégient le terme « effondrement pacifique » (« friedlicher Zusammenbruch ») ou encore, pour les plus espiègles, « boumbadaboum » (« kladderadatsch ») [18].

Surtout, l'idée de *Stunde Null*, comprise à la fois comme fin (de la Guerre froide) et commencement (retour de l'Allemagne en tant que nation unie sur l'échiquier européen et international) ne convainc que partiellement, car les réalités qu'elle recouvre varient considérablement selon que l'on soit citoyen ouest- ou est-allemand : tandis que d'un côté la continuité est quasi parfaite, on assiste de l'autre à un bouleversement total des biographies.

À propos des « tables rondes » (*Runde Tische*) organisées à travers toute la RDA, l'historien Ilko-Sascha Kowalczyk note : « La “Table ronde centrale” fut un lieu d'apprentissage de la démocratie et de la pratique démocratique. [...] Malgré de violentes controverses la “Table ronde centrale” a réussi à remplir sa fonction principale. Le 18 mars 1990 eurent lieu les premières élections libres et démocratiques » [19]. Si on peut effectivement voir dans l'apparition de tables rondes dans de très nombreuses villes du pays un fleurissement de la démocratie sans précédent grâce à la présence des comités de citoyens, les professionnels de la politique, tant de la République fédérale que de la RDA, auront assez vite raison de leurs positions, notamment en matière de réforme de l'État socialiste. Un autre slogan, moins connu, mais néanmoins savoureux circule pourtant à l'époque : « Wir lassen uns nicht BRDigen » (« Nous ne nous laisserons pas enterrer ») [20].

Après la tenue des premières élections libres de RDA en mars 1990, c'est la solution, préconisée par la CDU victorieuse, d'une réunion rapide des deux États allemands qui est adoptée. La réunification allemande a lieu le 3 octobre 1990 selon l'art. 23 de la Loi fondamentale qui prévoit l'adhésion des Länder est-allemands à la République fédérale. Cette solution s'impose au détriment de la position défendue par le SPD qui privilégiait l'art. 146, prévoyant la rédaction d'une nouvelle constitution en cas de réunification de l'Allemagne. Si l'option retenue était sans doute la plus simple et la plus rapide, Richard von Weizsäcker se demande si l'absence de véritable refondation de l'Allemagne n'a pas contribué à tendre les rapports entre Allemands de l'Ouest et de l'Est, à entretenir la méconnaissance et la méfiance et à finalement différer les retrouvailles – les premiers souffrant de l'absence de reconnaissance pour l'aide apportée (impôt spécial de solidarité), les derniers se voyant dans l'obligation d'évoluer dans l'univers nouveau de l'économie de marché et se sentant relégués au rang de citoyens de seconde classe [21]. Une fois encore pour ces citoyens, un nouveau système était importé de l'extérieur, qui plus est en provenance de la République fédérale voisine, avec laquelle ils avaient été en concurrence durant quatre décennies. Le fait qu'elle ait été l'objet de tous les désirs et de tous les fantasmes, ne changeait rien au sentiment de rupture brutale, complète et profonde.

Il faut pour finir souligner les conditions inédites de ce nouveau départ : le remplacement des élites – par les élites ouest-allemandes – et l'obligation quasi immédiate de faire face au

passé de la dictature du SED et de son bras armé, la Stasi, avec l'entrée en vigueur de la loi permettant aux victimes d'avoir accès à leur dossier dès le 1^{er} janvier 1992.

***Stunde Null* entre réalité, symbole et transposition**

Situé à mi-chemin entre *Abbruch* (« arrêt », « rupture »), *Umbruch* (« changement profond », « bouleversement ») et *Aufbruch* (« renouveau », « départ »), le 9 novembre 1989, à l'instar du 8 mai 1945, relève de la *Stunde Null*, au moins sur un plan symbolique. Ceci permet de faire, pour finir, le lien avec la dimension culturelle que revêt l'« heure zéro ». Comme le soulignent Walter Erhart et Dirk Niefanger, les moments critiques (« kritische Wendepunkte ») de l'histoire allemande – entre Empire et République des soviets (*Kaiserreich und Räterepublik*), Première guerre et République de Weimar (*Weltkrieg und Weimarer Republik*), régime présidentiel et national-socialisme (*Präsidentialregime und Nationalsozialismus*), RDA et RFA (DDR und BRD) [22] ont de tout temps trouvé un écho dans la littérature et les arts.

De même que lorsqu'elles sont utilisées par les historiens, les notions de *Stunde Null*, de *Kahlschlag* ou encore de *tabula rasa* dans le domaine esthétique correspondent à une « dramatisation » postulant un avant et un après. On ne peut pourtant pas non plus parler de ruptures dans les mouvements et les thématiques artistiques. Ces derniers transcendent les époques, de même que les traditions perdurent, telles quelles et/ou parfois sous forme de variantes. Ces « tournants » (*Wendezzeiten*) ne sauraient donc être considérés de manière isolée, comme si l'ancien était simplement troqué contre du nouveau ; il serait plus juste de dire que lors de ces périodes historiques charnières, le couple « tradition versus innovation » s'articule de manière inédite. Parce que la littérature formule parfois les choses plus rapidement que les autres disciplines, qu'elle les dit de façon à la fois moins directe et plus éloquente en les esthétisant, il lui revient effectivement de jouer un rôle particulier dans ce contexte. Il suffit pour s'en convaincre de lire les œuvres des grands noms qui constituent le canon de la littérature de la *Stunde Null*, toutes générations et zones géographiques confondues : Alfred Andersch, Heinrich Böll, Volker Braun, Bertolt Brecht, Franz Fühmann, Uwe Johnson, Thomas Mann, Günter Grass, Siegfried Lenz, Inge et Heiner Müller, Hans Werner Richter. Leurs textes écrits après 1945 mettent en lumière toutes les difficultés du renouveau, non seulement pour les soldats revenus du front, mais aussi pour toute une jeunesse socialisée sous le Troisième Reich, aussi bien sur le plan collectif qu'individuel (Franz Fühmann, Gottfried Benn). Dans ces années, c'est le deuil de la terre maternelle (*Heimat*) ainsi que le sentiment de naufrage (*Untergang*) qui dominent. Que l'on soit tenant de la thèse de la culpabilité collective comme Thomas Mann ou qu'on la refuse, les écrivains sont parmi ceux qui, le plus rapidement, vont s'intéresser à la question de la responsabilité individuelle dans la catastrophe – à une époque où, du côté de la population et des dirigeants, on assiste plutôt à un comportement de déni. Aussi l'idée de faillite matérielle et morale est-elle déjà présente dans les œuvres avant qu'elle n'apparaisse dans l'opinion publique, ce qui n'est pas sans poser le problème d'une déconnexion entre élite culturelle et population.

Littérature et arts ont une double fonction : ils ne sont pas le simple reflet de la réalité, mais ont également un impact sur elle, ils contribuent à la façonner en étant partie prenante de l'interprétation, de la reconstruction et de la transmission d'une vision de l'histoire au sein de la société. Ainsi, le décalage cité plus haut s'explique sans doute par le rôle de précurseur et d'aiguillon de la conscience qu'ils jouent. La valeur prospective du discours des auteurs, de la littérature et des arts tient à ce qu'ils provoquent, dérangent, heurtent parfois, mais également à ce qu'ils se tournent vers le futur en proposant de nouveaux modèles. Tel est le cas de Klaus Mann, par exemple, qui, dès 1941, pose la question suivante : « Quels seront le rôle et la fonction des Allemands dans le nouvel ordre monde mondial ? » [23].

En 1945, les « projets pour le futur » (*Zukunftsentwürfe*) viennent des exilés Johannes R. Becher, Stefan Heym, Thomas Mann, et des émigrés intérieurs. C'est également de cette époque que date l'utopie de la « troisième voie allemande », rapidement mise en échec par la confrontation entre les deux blocs. Cet idéal perdurera quelque temps à l'Ouest au sein du groupe 47 qui proclame un nouveau manifeste langagier et littéraire (*Literatur im Interregnum* datant de mars 1947), limogeant les esthétiques antérieures ainsi que leurs représentants. Ce postulat ne s'étendra certes pas à l'ensemble de la vie littéraire, mais il fera vivre l'utopie d'une *Stunde Null* au sein d'un petit groupe durant un temps : « Ici on fait vraiment "place nette" » (« Hier wird wahrlich "reiner Tisch" gemacht ») [24]. En son sein, les membres de la *Trümmerliteratur* (Heinrich Böll), relayés par une nouvelle génération (Günter Grass, Siegfried Lenz) vont venir interroger sans ménagement la société du miracle économique au sujet d'un passé qui dérange. Après la dissolution du Groupe 47 en 1967, les personnalités qui l'animèrent devinrent la mémoire vivante du rendez-vous manqué avec un véritable « nouveau départ », continuant à pointer individuellement dans leurs œuvres les déficits d'une société dite réformatrice, jusqu'à ce que les plus jeunes donnent à leur contestation un tour plus concret lors des événements de mai 1968.

À l'Est, le tour de vis de 1965 met définitivement fin à l'espoir selon lequel le Mur édifié en 1961 apporterait une stabilité à la République démocratique qui, à son tour, permettrait une libéralisation dans le domaine culturel. Dans la décennie 1960, l'idée de « nouvelle ère » et de « nouvel homme » sera battue en brèche par des écrivains se réclamant du socialisme (Christa Wolf, Heiner Müller, Volker Braun). Dans cet État allemand aussi aura lieu un règlement de compte avec la génération des pères, qu'ils soient biologiques ou symboliques, qui trouvera sa traduction sur le plan esthétique, notamment avec la Nouvelle objectivité (*Neue Sachlichkeit*).

De part et d'autre du Mur, le conflit entre générations constitue un point de cristallisation, révélant l'arrivée à maturité d'un mouvement réflexif au sujet de la culpabilité, de la responsabilité ou encore de l'utopie, qui a incontestablement débuté après-guerre. L'environnement social et les mentalités ne se sont cependant transformés qu'au gré d'un processus d'apprentissage et de maturation plus long et plus lent que celui suggéré par la seule date du 8 mai 1945. Davantage qu'un véritable point de rupture, la *Stunde Null* constitue en ce sens la référence, autour de laquelle se sont articulées ces évolutions, elle représente une charnière à la fois rétrospective, signalant la nécessité d'un bilan sur le passé, et prospective, invitant à mener une réflexion en profondeur sur l'avenir.

Notes

[1]

Rolf Italiaander, Arnold Bauer, Herbert Krafft, *Berlins Stunde Null 1945. Ein Bild/Text-Band*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1979, p. 9 : « Es ist tatsächlich zu bewundern, wie sich Berlin unter all diesen Umständen den Charakter einer dynamischen und anregenden Weltstadt bewahrt und neu geschaffen hat. »

[2]

Ibid., p. 159, photo 155.

[3]

Rolf Steininger, *Deutsche Geschichte. Darstellung und Dokumente in vier Bänden*, vol. 1 : 1945-1947, Francfort/Main, Fischer, [1996], 2002, p. 66. Pour d'autres chiffres, cf. Ulrich Mählert, *Kleine Geschichte der DDR*, Munich, C. H. Beck, [1998], 2005, p. 14-16.

[4]

Jürgen Schröder, Brigitte Bonath u.a. (dir.), *Die Stunde Null in der deutschen Literatur*, Stuttgart, Reclam, 1995, p. 11.

[5]

Ces pillages et viols ont effectivement lieu, comme le montre Hélène Camarade, « Le viol des femmes allemandes en 1944-1945. Un tabou transgressé dans les journaux intimes et les romans ? », in *Témoigner. Entre histoire et mémoire* n° 113, septembre 2012, p. 100-101. Voir également : Wolfgang Büscher, *Drei Stunden Null. Deutsche Abenteuer*, Berlin, Alexander Fest, p. 9.

[6]

Wilfried F. Schoeller (dir.), *Diese merkwürdige Zeit. Leben nach der Stunde Null. Ein Textbuch aus der Neuen Zeitung*, Francfort/Main, Büchergilde, 2005.

[7]

U. Mählert, *Kleine Geschichte der DDR*, op. cit., p. 50. Voir également Ilko-Sascha Kowalczyk, *DDR. Die 101 wichtigsten Fragen*, Munich, C. H. Beck, 2009, p. 64.

[8]

J. Schröder/B. Bonath, *Die Stunde Null*, op. cit., p. 64 : « Trotzdem wurde das Ende des Krieges nachträglich zu einem idealen Augenblick stilisiert, den es weder in der Realität noch in den Köpfen der Zeitgenossen in Deutschland gab ».

[9]

Karl Prumm, « Entwürfe einer zweiten Republik. Zukunftsprogramme in den “Frankfurter Heften” 1946-1949 », in Thomas Koebner, Gert Sautermeister, Sigrid Schneider (dir.), *Deutschland nach Hitler. Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit 1939-1949*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1987, p. 335.

[10]

J. Schröder/B. Bonath, *Die Stunde Null*, op. cit., p. 65.

[11]

R. Steininger, *Deutsche Geschichte*, op. cit., p. 137.

[12]

I.-S. Kowalczyk, *DDR*, op. cit., p. 16.

[13]

Il est, par exemple, question de « restauration littéraire » à propos des auteurs Ernst Jünger, Ina Seidel, Gottfried Benn. Cf. Robert Weninger, Brigitte Rossbacher (dir.), *Wendezzeiten. Zeitenwenden. Positionsbestimmungen zur deutschsprachigen Literatur 1945-1995*, Tübingen, Stauffenberg Verlag, p. 5.

[14]

Voir à ce propos les travaux de Nadine Willmann, « Les projets de refondation de l'Allemagne des intellectuels allemands de l'Ouest pendant l'exil et l'immédiat après-guerre », in *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, t. 46, n° 2, 2014, p. 285-287.

[15]

Richard von Weizsäcker, *Drei Mal Stunde Null ? 1949, 1969, 1989. Deutschlands europäische Zukunft*, Berlin, Siedler, p. 34, 38 et 45.

[16]

Voir sur ce point les travaux d'Andreas Hilger, Mike Schmeitzner, Ute Schmidt (dir.), *Diktaturdurchsetzung, Instrumente und Methoden der kommunistischen Machtsicherung in der SBZ/DDR 1945-1955*, Dresde, 2001.

[17]

Le 12 avril 1957, 18 scientifiques renommés prennent publiquement position en faveur d'une utilisation strictement pacifique de l'atome. Cinq ans plus tard, des scientifiques et des personnalités éminentes issus des cercles protestants militent devant le Bundestag (Parlement ouest-allemand) contre l'utilisation de l'atome à des fins militaires et pour la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse. Quatre ans plus tard encore, Kurt Scharf, président du Conseil de l'Église protestante, signe un document prônant une politique d'apaisement à l'égard de l'Est.

[18]

Pour une présentation des réactions face au terme « Wende » chez certains poètes de l'ancienne RDA, voir Sibylle Goepper, Cécile Millot (dir.), *Lyrik nach 1989. Gewendete Lyrik ? Gespräche mit deutschen Dichtern aus der DDR*, Halle, Mitteldeutscher Verlag, 2016.

[19]

Kowalczyk, *DDR, op. cit.*, p. 143 : « Der “Zentrale Runde Tisch” stellte einen öffentlichen Lernort für Demokratie und demokratisches Handeln dar. [...] Die wichtigste Funktion des “Zentralen Runden Tisches” erfüllte er trotz heftiger Debatten sehr erfolgreich. Es kam am 18. März 1990 zu freien, demokratischen Wahlen ».

[20]

Jeu de mots entre « BRD » et le verbe « beerdigen » (« enterrer »).

[21]

R. v. Weizsäcker, *Drei Mal Stunde Null ?*, *op. cit.*, p. 118.

[22]

Walter Erhart, Dirk Niefanger (dir.), *Zwei Wendezeiten. Blicke auf die deutsche Literatur 1945 und 1989*, Tübingen, Max Niemeyer Verlag, 1997, p. 1.

[23]

Klaus Mann, « Deutschland, die Apokalypse und die konservative Revolution », in *Zweimal Deutschland. Aufsätze, Reden, Kritiken (1938-1942)*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 1994, p. 354 : « Welche Rolle und Funktion werden also die Deutschen in einer künftigen Weltordnung übernehmen ? ».

[24]

J. Schröder/B. Bonath, *Die Stunde Null*, *op. cit.*, p. 183.

Mis en ligne sur Cairn.info le 04/06/2018

<https://doi-org.ezscd.univ-lyon3.fr/10.3917/all.224.0070>